

[liberation.fr](https://www.liberation.fr)

Les écoles marseillaises entre taudis et audits

Stéphanie Harounyan, Correspondante à Marseille

6-7 minutes

Et un, et deux, et trois audits sur les écoles de Marseille !

Mercredi, la mairie a créé la surprise en annonçant qu'elle mettrait au vote du conseil municipal de lundi une délibération actant un «*diagnostic technique des bâtiments scolaires*». Pourquoi maintenant, alors que le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, a annoncé en novembre le lancement d'un audit sur le sujet ? Justement «*parce qu'on en a marre des procès politiques menés par l'opposition et relayés par les responsables de l'Etat dans le département, s'est énervé Yves Moraine, chef de la majorité LR au conseil municipal. Alors que nous considérons que cette majorité fait le nécessaire pour l'entretien des écoles !*» L'Etat qui met son nez dans les écoles marseillaises, ce n'est pas une première. En 2016, le ministère avait déjà lancé un diagnostic listant les travaux d'urgence à réaliser dans les établissements scolaires. En exclusivité, *Libération* révèle le contenu du document et pose les questions qui vont avec.

Que contient l'audit de 2016 ?

Au lendemain de la une de *Libération* du 2 février 2016, «Ecoles de Marseille : la honte de la République», la ministre de l'Education d'alors, Najat Vallaud-Belkacem, envoie un courrier

au recteur et au préfet pour *« identifier les urgences particulièrement criantes au vu notamment de la potentielle exposition des élèves à des risques de nature sanitaire et sécuritaire »*. Un audit est lancé pour avoir une vision précise de la situation, l'entretien des écoles étant du seul ressort de la municipalité. Dans son courrier, la ministre exige un suivi *« sous un mois »*, car la situation *« particulièrement préoccupante nécessite une réponse rapide et cohérente »*. Censé servir de base pour la programmation des travaux, ce document *« avait vocation à rester en interne et dans les services de la mairie, le rendre public les aurait mis encore plus en difficulté »*, explique l'entourage de Vallaud-Belkacem. Sauf que les associations et les élus de l'opposition, tenus à l'écart, en sont venus à douter de son existence. *« On ne l'a jamais vu. Pourtant, ce n'est pas faute de l'avoir demandé »*, se désolait mardi Séverine Gil, de l'association de parents d'élèves MPE 13.

Cet audit existe bel et bien : *Libération* a pu en consulter une version. Il se présente sous forme de tableau Excel, avec la liste des 444 écoles marseillaises. *« Le rectorat le complétait au fur et à mesure des remontées des associations de parents, inspecteurs d'académie, syndicats de profs... Mais aussi en fonction des travaux, petits et gros, programmés par la mairie. »*

Dans la version que nous avons consultée, on trouve une colonne intitulée *« suspicions d'amiante »* où 38 écoles sont répertoriées ; 38 aussi où des nuisibles (rats) ont été repérés. Des problèmes de chauffage dans 65. Et une vingtaine d'établissements sont estampillés *« bâtis délabrés »* ou en mauvais état. Au total, 114 écoles sur les 444 d'alors avaient été pointées comme nécessitant des travaux.

A-t-il servi à quelque chose ?

Oui, si on en croit Danièle Casanova, l'adjointe au maire déléguée à l'éducation. *«On avait fait des visites dans les principales écoles signalées. Des travaux avaient été faits et ça avait donné satisfaction.»* Racontée rue de Grenelle, la partie semble avoir été plus laborieuse... Dans les mois suivants, des réunions d'étape ont été organisées entre la préfecture, le rectorat et les services de la ville. A la lecture de plusieurs comptes rendus, la même impression : préfecture et rectorat ont bien ramé pour obtenir des informations et des engagements de la municipalité. L'Etat a beau aligner des aides conséquentes, la mairie traîne des pieds. *«Les services de la ville semblent décidément mal à l'aise avec les procédures permettant de capter les subventions "proposées" par l'Etat»,* peut-on lire dans un des comptes rendus. A l'époque, la rallonge de 6 millions d'euros a tout de même été utilisée... *«On a vu le premier effet Kiss Cool avec Vallaud-Belkacem. Depuis, plus rien,* déplore Séverine Gil. *On attend le deuxième effet Kiss Cool.»*

Pourquoi refaire un audit ?

Après l'effondrement rue d'Aubagne, en novembre, Blanquer promettait de se saisir du problème des écoles... en commandant un audit ! Mais pourquoi en refaire un ? *«L'audit de 2016 sert de base de travail. L'idée, c'est une remise à jour»,* explique le cabinet du ministre. Début mars, un questionnaire a été adressé aux directeurs de toutes les écoles. On y reparle chauffage, nuisibles... Il y aurait déjà 360 remontées. Un diagnostic *«tout sauf objectif»,* peste Yves Moraine : *«On demande à des directeurs de se prononcer sur des choses pour lesquelles ils ne sont pas compétents.»*

Par ailleurs, la députée LREM de Marseille Cathy Racon-Bouzon a déposé un amendement à la loi sur «l'école de la confiance» :

«*Le gouvernement remet au Parlement, avant le 30 septembre 2019, un rapport sur l'état du bâti*» des écoles marseillaises, indique le texte, qui doit encore être voté par le Sénat fin avril. «*Ils donnent des instructions sur la base d'une loi non votée, ce qui est quand même extravagant !*» s'agace Moraine, qui doute de la «*constitutionnalité*» de l'audit ministériel. De rage, la mairie a annoncé mercredi qu'elle lançait son propre audit. Un coup de griffe qui va coûter tout de même 6 millions d'euros. A moins que l'Etat n'en subventionne une partie, comme le suggère la délibération qui sera examinée lundi au conseil municipal.

A lire aussi [«La situation relève d'une incurie hors-norme»](#)

[Stéphanie Harounyan Correspondante à Marseille](#) , [Marie Piquemal](#)